

Né sur des friches industrielles datant de l'ère des saisonnier·ères, le tiers-lieu du QuaiDuBas30 à Bienne regorge de projets inclusifs. Et tend la main aux migrant·es d'à côté

A l'écoute de la misère du monde



ALAIN MEYER

Série d'été ► Propriété jusqu'au milieu des années 1990 d'un entrepreneur peu scrupuleux quant aux conditions de séjour des saisonniers qu'il hébergeait dans des taudis, un site industriel s'est métamorphosé en deux ans en un tiers-lieu modèle à Bienne. Cet espace autogéré bilingue, condition *sine qua non* sur sol seelandais, a été arraché au canton de Berne courant 2024 après moult occupations.

Tracts et valeurs qui y sont défendus sont affichés systématiquement en français et en allemand. Et des traducteur·ices participent aux réunions du collectif se tenant une fois par mois. QuaiDuBas30 jouxte surtout un centre de retour pour familles avec enfants et femmes seules ouvert l'année passée par le canton.

Labo inclusif

Usager·ères et migrant·es cohabitent ainsi sur les quelque 5000 m² de superficie de ce domaine anciennement voué aux machines de chantier. Hangars, garages et autres sont désormais remplacés par des ateliers de réparations et de mécanique (vélos, voitures, etc), des locaux de répétition, un free-shop pour habits, une salle de concert ou encore une cuisine pour toutes et tous.

A une dizaine de mètres du tiers-lieu, dans l'ancienne bâtisse attenante du maître, plusieurs fois squattée et symbole architectural du patriarcat de l'époque, séjourne jusqu'à une soixantaine de candidat·es au retour. Des personnes dont les demandes d'asile ont été rejetées et qui, dans l'attente de leur départ, bénéficient ici d'un peu de bienveillance et d'un laboratoire inclusif. «Leurs enfants viennent jouer sur nos places ou à l'intérieur de notre salle *chill-out* (espace détente, ndr), des adultes profitent des structures, s'adonnent au bricolage, à la soudure, des familles préparent des plats», énumère Yoshi, membre du collectif QuaiDuBas30.

Ces friches, acquises en 1994 par le canton de Berne en prévision des travaux de l'autoroute A5 (projet qui a finalement capoté sous la pression populaire), étaient quasiment abandonnées depuis plusieurs années. Voici trois ans, des activistes de Bienne et sa région ont décidé de s'y rencarder pour y créer un village alternatif. Un lieu «sans obligation de consommer, non régi par l'argent, sans hiérarchie et accessible à tous·tes». Depuis, QuaiDuBas30 est devenu le lieu de convergence de la plupart des manifestations anti-



Usager·ères et migrant·es cohabitent ainsi sur les quelque 5000 m² de superficie de ce domaine anciennement voué aux machines de chantier. AMR

discriminations à Bienne: féministe, climatique, queer, propalestinienne.

Année troublée

Mais l'occupation du site n'a pas été une sinécure. «Nous avons vécu une période troublée d'environ six mois en 2024, avec la présence régulière de la police aux alentours, des agressions entre jeunes, le climat était délétère», se remémore Yoshi. Puis, le dialogue s'est engagé avec la police, la Ville et le canton. «Nous avons agi proactivement en communiquant nos intentions. Nous avons suggéré une autre façon de faire avec les migrant·es à cet endroit et avons forcé le dialogue avec

le Secrétariat d'Etat aux migrations (SEM) et les autorités cantonales chargées du dossier», explique Yoshi.

Et QuaiDuBas30 a été écouté. C'est en particulier grâce au collectif que des fenêtres à double vitrage ont été installées dans le centre des migrant·es pour les protéger du bruit, et que leurs enfants ont été autorisés à venir jouer dans le tiers-lieu. Une barrière symbolique sépare encore les deux endroits. Mais rien à voir avec les fils barbelés dressés il y a deux ans sur ordre de la police. «Nous maintenons un contact direct avec les migrant·es et avons su je crois créer ici une situation qui n'existait pas encore en Suisse à notre

connaissance. Un centre à la biennoise où les migrant·es sont traité·es humainement. Nous ne sommes pas naïfs non plus et avons les yeux ouverts sur ce qui se passe. Et le SEM nous fait confiance», lance notre guide.

Pour des questions d'encadrement, plusieurs contacts ont également été établis avec des avocat·es et des organisations de migrant·es. «En cas de problème ou dispute, nous nous chargeons d'appeler les instances compétentes», précise Yoshi. Ce mode de fonctionnement nouveau inspire. Des classes gymnasiales visitent le site et thématisent sur les migrant·es et l'ère des saisonniers. «Il est vrai qu'on retrouve ici

toutes les facettes du régime migratoire en place depuis un siècle en Suisse», relève Yoshi. Les cages à lapins destinées aux saisonniers sont restées dans leurs jus. Un espace de mémoire que le collectif n'a pas touché. Le Nouveau Musée Bienne y organise des visites.

Bail pour quinze ans

L'Office bernois des immeubles et constructions a finalement conclu pour l'usage du sol un contrat de quinze ans, cédant à QuaiDuBas30 l'entier des responsabilités liées au lieu. Un arrangement qui court jusqu'en 2039. Constitué en association avec des statuts, le collectif doit s'acquitter d'un loyer annuel d'environ 5000 francs. A cette somme s'ajoutent d'autres dépenses courantes (eau, gaz, électricité, etc). Personne ne dort ou ne vit sur place. «C'est un espace socio-culturel, pas un dortoir. Mais si une personne cherche un lit après avoir été relouée d'un site d'hébergement d'urgence comme le Sleep-in, nous pouvons l'aiguiller», confirme Yoshi.

«Nous avons suggéré une autre façon de faire avec les migrant·es à cet endroit»

Yoshi

La plupart des membres du collectif et les bénévoles engagé·es dans la vingtaine de projets menés ici (lire encadré) ont un travail à côté. Il y a là des enseignant·es, des architectes, des mécanicien·es, des personnes à la retraite, etc. Des projets requièrent une quarantaine de bénévoles comme celui baptisé *Essen für alle* (manger pour tous·tes). D'autres comme l'atelier de mécanique (*Werkstatt*) fonctionnent avec une quinzaine de personnes. Chapeautant l'ensemble, le collectif compte sur un noyau dur d'une dizaine jusqu'à 25 personnes selon les saisons. «Les décisions sont prises par consensus. On vote avec les mains. Si celles-ci sont en hauteur, c'est oui. En bas, c'est non. Au niveau du torse, on rouvre la discussion», décrit Yoshi. Le collectif prend les décisions urgentes avec la police ou le canton avant d'en informer l'ensemble du groupe. I

quaidubas30.ch/fr

TIERS-LIEUX (IV)

Cet été, *Le Courrier* vous emmène découvrir à travers la Suisse romande d'anciens bâtiments industriels devenus tiers-lieux. Ces espaces hybrides ouverts à toutes et à tous permettent d'échanger des savoirs, de mutualiser des savoir-faire, d'expérimenter, de créer du bien commun. Et surtout de se rencontrer.

LE SYMBOLE DU NOURRISSON

Des familles dans le besoin d'un peu partout aux alentours se pressent un samedi sur deux devant le garage situé à gauche de l'entrée principale de QuaiDuBas30. Deux jours plus tôt, des camions y déversent des invendus. De la nourriture pour bébé, des shampoings, des langes. Triés, les lots sont stockés dans ce garage. Une quarantaine de bénévoles encadrent ce projet social appelé Initiative du Nourrisson, une idée de répartition des dons née durant la pandémie de Covid à Zurich. Une fois enregistrées, les familles reçoivent gratuitement des produits de base. «Le nourrisson est un symbole pour nous. Il permet de se solidariser et de créer une sorte de famille», explique Yoshi, membre du collectif. Idem pour la *Küfa*, *Küche für Alle* (Cuisine pour tous·tes). Cette action est menée depuis deux ans par des migrant·s qui proposent des repas de leur cru chaque

vendredi soir. «On a faim, on vient et on donne ce qu'on peut», explique Yoshi. Le collectif afroféministe de Bienne Cabbak bénéficie également d'un local. Ainsi que la Bibliothèque féministe La Bise, ouverte jeudi en fin de journée, partageant son espace avec l'association LGBTQIA+ Queer-Bienne. A l'entrée du site, deux espaces de rencontres – «LaBas» et «A Côté» – servent de havres de paix, lieux réflexion ou salles de ciné. Equipée techniquement, une petite salle de concert d'une jauge d'environ 100 personnes ouvre également ses portes à des combos punk d'un peu partout. Mais également à des ensembles latino. Chaque mercredi soir, la Chorale anarchiste de Bienne (CAB) répète dans un local du tiers-lieu, ainsi que les *Rhythms of Resistance* qui accompagnent les manifestations selon certains codes. AMR

Un quart des Valaisan·nes vivent dans des zones inondables

Environnement ► Parmi les cantons du Valais, des Grisons, de Zurich, de Genève, de Neuchâtel et du Jura, ce sont les Valaisan·nes qui sont les plus exposés aux risques d'inondations, avec 24% de la population vivant dans une zone de danger. Suivent les Juraissiens, alors que les personnes vivant au bord des lacs du Plateau sont moins concernées, selon une étude de l'université de Neuchâtel (Unine). Dans le cadre de ce travail de master, Dania Gerber s'est penchée sur ces six cantons représentant les trois principales configurations géographiques de la Suisse: Genève et Zurich pour le Plateau, les Grisons et le Valais pour les Alpes ainsi que Neuchâtel et le Jura pour la chaîne jurassienne.

Pas moins de 24% des habitants du Valais vivant dans des zones à risques d'inondation, un taux qui atteint 17,4% dans le Jura. «En Valais, la majorité de la population et des infrastructures sont concentrées dans la vallée du Rhône», souligne Dania Gerber. De plus, les cours d'eau secondaires convergent tous vers le Rhône. En cas de forte pluie,

les volumes d'eau augmentent donc rapidement et impactent la population.

Quant à la population jurassienne, elle est majoritairement répartie le long de cours d'eau susceptibles de déborder rapidement. En revanche, les populations vivant le long des grands lacs du Plateau sont «généralement peu concernées»

par le risque d'inondation, selon l'étude. Le danger a été grandement réduit par les importants aménagements réalisés sur ces espaces, comme la régulation des niveaux d'eau et la stabilisation des rives.

La principale originalité de ce travail de master est d'avoir superposé les zones de danger élevé d'inondation avec la répartition

de la population, une approche qui n'avait encore jamais été réalisée en Suisse. Alors que les inondations font aujourd'hui partie des principaux risques climatiques en Suisse, les résultats de cette étude peuvent aider à la décision dans la manière de prioriser certaines mesures de prévention, de protection ou de planification. ATS